

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

La Lituanie s'apprête à voter une loi qui la dédouane de la Shoah. La quasi totalité des 250 000 juifs lituaniens ont pourtant été exterminés entre 1940 et 44. Passe la loi; restent les faits.

Le magazine « Livres Hebdo » risque de plier boutique. Le salon du livre de Paris perd Hachette, Minuit et Gallimard. Les mangas compensent, mais l'écrit rétrécit.

Agenda militant

Du 6 au 8 mars

[Gilets jaunes](#)
[Assemblées des assemblées](#)
[Toulouse](#)

7 mars de 14h à 18h

[Saint-Gaudens](#)



[Cinéma le Régent](#)
[Ordre et désordre des territoires](#)

4 avril de 10h à 17h

[31 Rue de la Grange aux Belles](#)
[Acte 3 : que manque-t-il à nos luttes pour devenir victorieuses ?](#)
[Retenez la date, invitation à venir](#)

Le mouvement se termine

C'est ce qu'écrivent les spécialistes de tout et de rien qui pullulent dans les médias. Celles et ceux qui ne l'ont pas vu venir ; qui n'ont pas compris qu'il allait durer ; qui ont passé des semaines à pronostiquer SON déclin ; bref des avistologues de haut niveau. Mais dans la vraie vie ?

A la RATP et à la SNCF, la grève reconductible, historique, a cessé ; elle se poursuit dans d'autres secteurs moins médiatisés et/ou qui l'ont commencé plus tard. Grèves, débrayages, manifestations, rassemblements, interpellations directes de responsables patronaux ou gouvernementaux, assemblées générales : il y a une multitude d'initiatives. Elles sont ancrées dans les territoires, au désespoir de celles et ceux pour qui « le débouché » passent par « une grande manifestation nationale à Paris » Qui aiderait les « personnalités » à, enfin, reprendre les choses en mains, se montrer, déposséder de leur mouvement tous les anonymes qui le construisent depuis deux mois !

Bien sûr, il y a le projet de loi contre les retraites, mais nos colères sont multiples : de l'hôpital aux établissements scolaires, des pompiers aux égoutiers, des retraités.es aux lycéen.nes, des quartiers populaires aux avocats, des personnes au chômage aux victimes de l'auto-entrepreneuriat... Et les revendications féministes, antiracistes, égalitaires traversent et imprègnent (encore insuffisamment) tout cela. Fédérer nos refus et résistances, les dépasser : voilà l'enjeu. Il dépasse sans doute le temps d'une seule grève, mais se construit. Lois travail, gilets jaunes, retraites, nous sommes dans une séquence longue de la lutte des classes ; l'épisode en cours est important, bien sûr, mais non unique.

Jets d'outils de travail (des robes noires aux blouses blanches, en passant par les livres scolaires ou le matériel du personnel du Mobilier national), chœurs de l'Opéra à Bastille, ballerines en tutu devant le palais Garnier, pompiers escaladant la Gare du nord, ne sont que quelques exemples d'une créativité qu'on retrouve dans toutes les manifestations, les piquets de grève, les collectifs en lutte. A propos des retraites, ignorant la discussion piégée sur le seul financement (sans rien remettre en cause du système !), monte l'idée qu'avant tout « la Sécu, elle est à nous, pas aux patrons ni au gouvernement ; c'est à nous d'en décider ! »

Le mouvement se termine ? Continuons de le terminer ! C'est passionnant et utile. ●

Christian Mahieux



Mobilisations à l'échelle de la planète

Action anti-capitaliste, exigence de démocratie et de justice sociale, sont des dénominateurs communs aux mobilisations à l'échelle de la planète, comme l'est celui du risque d'une bascule vers des régimes de plus en plus autoritaires ou à l'inverse d'une rupture en faveur d'une alternative post-capitaliste. Nous avons déjà évoqué l'Algérie, le Liban, le Chili, nous allons cette fois aux USA, en Italie et en Inde.

Le socialiste Bernie Sanders, futur candidat démocrate ?



Un vent de panique souffle sur l'establishment démocrate aux États Unis. Après un début de campagne relativement stable, « Bernie » est passé sur la moyenne des sondages de 19 à 24 % depuis le 15 janvier. Son principal adversaire, l'ancien vice-président Jo Biden stagne à 28/29 %.

Pour convaincre les électeurs Bernie Sanders porte à la fois un programme de rupture avec le système, et une stratégie de mobilisation sociale. Parmi les principaux éléments de son programme citons : la création d'une sécurité sociale pour tous qui remplacerait le système d'assurance privée ; l'annulation des dettes étudiantes et la gratuité des universités publiques ; un salaire fédéral minimum à 15 \$ (8 au-dessus des universités publiques) ; un investissement massif de 17 000 milliards de \$ sur 10 ans pour engager la transition écologique et créer 20 millions d'emplois (le « green new deal ») ; une réforme fiscale ; des papiers pour les millions de clandestins ; faciliter la syndicalisation pour multiplier par 2 les syndiqués en 4 ans ; une réforme profonde de la justice et du système carcéral etc etc...

Mais Sanders a parfaitement conscience de la puissance du système et de la nécessité d'engager un rapport de force massif face aux « 1 % » pour espérer imposer des changements. A cet effet depuis sa campagne de 2016 il construit un mouvement pluriel, avec l'organisation « Our revolution » notamment. L'ambition qu'il s'est fixée est de faire entrer en politique la génération la plus progressiste de l'histoire des USA. Cela passe par impliquer des centaines de milliers de militants dans sa campagne présidentielle et en inciter ensuite à se présenter dans la diversité des élections possibles aux USA : mairies, chambre des états, procureurs, voire jusqu'au Congrès. Ainsi en 2018 Alexandria Ocasio Cortez, Rashida Tlaib ou Ilhan Omar ont initié le processus en se faisant élire à la chambre des représentants. Le slogan de sa campagne « not me, us », qu'il explicite à chacun de ses meetings, résume parfaitement cette stratégie de mouvement populaire.

Au pays symbole de l'impérialisme, qui s'est construit politiquement sur l'idéologie du self made man, de la frontière, où il y a encore 15 ans le mot « socialiste » était honni, on peut se demander comment un tel changement est possible. Il y a d'abord un effet générationnel. Les milléniaux et la génération Z, nées depuis 1981, n'ont pas connu l'affrontement est/ouest et ainsi ont une vision plus neutre vis à vis de la gauche. Ils ont subi également de plein fouet la dérégulation post réaganienne et la crise de 2008. Leur précarité sociale induit un doute politique profond sur la réalité du rêve américain.

Les 2 premières primaires de début février (dans l'Iowa le 3 et le New Hampshire le 11) auront une importance capitale. Sanders y est favori. Une double victoire éventuelle lui apporterait une dynamique précieuse en amont notamment du « super thuesday » du 3 mars ou près de 40 % des délégués seront désignés.

● YONNEL VIGNAL

Italie : les sardines bloquent Salvini



Le gouvernement Liga-M5S est tombé. Lui a succédé une coalition du Parti démocrate et du M5S qui, très vite, est devenue impopulaire. Une impopularité évidente lorsqu'une des premières mesures est le retour à une retraite à 67 ans par la remise en cause d'une loi qui permettait aux italiens de partir avant à la condition que l'addition de l'âge et la totalité des annuités soit supérieure à 100... Très vite, cette coalition va battre de l'aile avec la démission le 23 décembre du ministre de l'éducation M5S, Lorenzo Fioramonti, pour cause d'insuffisance budgétaire. La voie était alors ouverte pour une victoire écrasante de la Lega et d'un nouveau venu sur la scène politique, Fratelli d'Italia (un parti ouvertement fasciste qui revendique l'héritage du MSI) lors des élections régionales du 26 janvier en Émilie-Romagne et en Calabre.

C'était sans compter sur une mobilisation inédite de citoyens qui a démarré à Bologne. Objectif : occuper les places en grand nombre au point d'y être serrés comme des sardines pour montrer un autre visage de l'Italie, une Italie humaine et ouverte aux migrants, le contraire de celle de Matteo Salvini, le leader de la Lega. Très vite, cette démonstration sera déclinée dans les principales villes d'Émilie Romagne et à Rome. Objectif partiellement atteint : si la Lega remporte les élections en Calabre, elle rate son pari d'enlever l'Émilie-Romagne, région traditionnellement dirigée par feu, le Parti communiste italien, remplacé par le très libéral Parti démocrate, son triste successeur.

Indiscutablement, la mobilisation citoyenne a permis d'éviter le pire. Pour combien de temps ? Que va devenir ce mouvement des sardines ? Il est majoritairement composé de citoyens non encartés qui n'entendent pas s'en remettre au parti démocrate et au M5S. Une discussion se mènera en février dans les territoires pour aboutir à un début de structuration en mars. A suivre...

● BENOIT BORRITS

Inde : le national-hindouisme en question ?



Depuis plusieurs semaines le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi fait face à une contestation sans précédent. A l'origine la décision de régulariser des sans-papiers et réfugiés sauf s'ils sont musulmans. Élu sur une promesse de « bonne gouvernance », Modi mène une politique néolibérale, autoritaire, hostile aux organisations de la société civile, mais avec résultats économiques et sociaux désastreux, et le mécontentement s'amplifie. C'est dans ce contexte que Modi a renforcé ses attaques contre les minorités « impures » à commencer par les musulmans (15% de la population soit 140 millions de personnes, troisième plus importante communauté musulmane du monde). Cette attitude est conforme à l'idéologie de l'hindutva du mouvement national-hindouiste Sangh Parivar dont le parti au pouvoir BJP (Bharatiya Janata Party) est la branche politique.

Le statut d'autonomie dont bénéficiait le Cachemire depuis 1949 (seul État à majorité musulmane de la fédération indienne) a été rayé d'un trait de plume, et le refus de régularisation des musulmans apparaît comme une étape d'une escalade. Les musulmans se sont mobilisés contre cette mesure avec une ampleur inédite, soutenus dans une certaine mesure par d'autres secteurs de la société qui rejettent les excès du national-hindouisme et/ou sa politique économique (minorités, étudiants...) et par les oppositions (parti du congrès, gauche, certains mouvements régionaux). Est-ce le début de la fin de « l'ère Modi » ? Celui-ci dispose depuis le printemps 2019 d'une majorité absolue autour au Lok Sabha (parlement fédéral) et contrôle la majorité des États de la fédération, et la contestation est loin de toucher tout ce pays-continent de 1400 millions d'habitants. Mais c'est un premier et sérieux avertissement, et la réponse répressive ne va sans doute pas suffire à faire taire la colère.

● BERNARD DREANO (CEDETIM Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale) A propos de l'Inde, le mouvement Gandhien Ektaparishad a commencé sa grande marche Jai Jagat, l'automne dernier pour la dignité, la justice sociale et la paix. Après quatre mois d'intenses mobilisations dans le nord et le centre de l'Inde, la marche prend une dimension internationale pour aboutir fin septembre 2020 au siège de l'ONU à Genève, ou des marches convergentes sont prévues, notamment en France avec le soutien de nombreuses associations, syndicats, etc. Informations : <https://www.sol-asso.fr/jai-jagat-2020/> en anglais : <https://www.jaijagat2020.org/>.

De l'hégémonie sociale à l'hégémonie politique ?

La Macronie est ébranlée. Le mouvement des Gilets Jaunes l'a fait trembler, le mouvement contre la réforme des retraites s'engouffre dans la brèche. Ces mouvements sont majoritairement soutenus par la population. Pourtant il y a 2 ans, une majorité politique s'est dégagée en faveur de Macron et La Rem. Comment expliquer ce gouffre entre la sphère institutionnelle et la majorité des citoyens ?

Le vice de forme n'est-t-il pas dans la conception même que l'on se fait traditionnellement de la politique ? Se réduit-elle à la conquête des places dans les hémicycles ? Le mouvement social doit-il s'occuper de politique ? Et à ce titre, que devient la forme parti politique ? *Cerises* poursuit sa réflexion sur comment changer les choses, et comment dépasser la dissociation du social et du politique.

Table ronde

Farid Bennai,
militant du FUIQP, syndicaliste



Corinne Morel-Darleux,
militante écosocialiste, conseillère
régionale Auvergne Rhône Alpes



Christian Mahieux,
syndicaliste,
Union Syndicale Solidaires



Pierre Zarka,
communiste unitaire, Omos,



L'habitude veut que nous mesurions le rapport des forces aux résultats électoraux. Mais sans ignorer ces derniers n'est-ce pas un peu court ? Comment par exemple, expliquer que si vite après l'élection de Macron soit apparue l'émergence de mouvements d'ampleur tels ceux des Gilets Jaunes ou contre la retraite à points ?

Corinne Morel-Darleux Un peu court, c'est le moins qu'on puisse dire. Cette manie de la V^{ème} république de ne considérer la politique qu'à travers le prisme électoral est en train de flinguer les fondements mêmes de la politique et de la démocratie. Les scrutins successifs mobilisent une somme de temps, d'énergie et d'espace médiatique disproportionné. Or les résultats électoraux sont à la politique ce que la boule à facettes est au diamant. De même que le communalisme ne peut être réduit aux élections municipales¹, on ne saurait réduire la politique aux élections. Et heureusement ! Un juge du tribunal correctionnel de Lyon l'a lui-même rappelé récemment, à propos des décrochages des portraits de Macron : « *Face au défaut de respect par l'État d'objectifs pouvant être perçus comme minimaux dans un domaine vital, le mode d'expression des citoyens en pays démocratique ne peut se ré-*

*duire lors des échéances électorales mais doit inventer d'autres formes de participation*². » Ça fait des décennies qu'on se fait trop souvent berner par les promesses électorales - et même les référendums, que les décisions sont prises ailleurs, dans les conseils d'administration et les couloirs de l'union européenne, que le vote est devenu un non-choix au second tour, et que les élu-e-s ne représentent plus grand monde. Ça ne peut pas être sans conséquences. Il suffit de regarder, une fois de plus, les taux de participation et le niveau de représentativité réel de la population. Qu'il s'agisse des femmes, des ouvriers, des précaires, des quartiers populaires et plus largement de toutes celles et ceux qui n'y croient plus tout simplement, où sont-ils représentés exactement ? C'est quand même fou : dans n'importe quelle assemblée générale de la moindre association à travers le pays, il y a un quorum à respecter. Mais lors des grands scrutins qui sont censés dicter la vie législative, budgétaire, les mesures sociales et environnementales, on peut être élu-e de la République avec 3 % des inscrits³ ? C'est une aberration pure

². <https://reporterre.net/A-Lyon-les-decrocheurs-de-portraits-de-Macron-ont-ete-relaxes>

³. Au premier tour des régionales, la liste dans laquelle j'étais moi-même candidate a reçu 173 038 voix, sur une population de 7 695 264 personnes dont 5 310 770 inscrit-es, soit 3,3 % des inscrit-es ! Au moins suis-je dans l'opposition... La liste qui préside aujourd'hui la Région, avec Laurent Wauquiez, n'a elle même recueilli que 15 % des voix des inscrit-es au premier tour !

¹. https://www.revue-ballast.fr/le-moment-communaliste/#identifiant_6_54699 « Le moment communaliste », Elias Boijean, Ballast



et simple. Comme le rappelle le groupe JP Vernant : « Seules, les institutions de la cinquième République ont permis à un parti comme LREM, disposant d'une base de 11% de l'électorat, d'obtenir 53% des sièges à l'Assemblée nationale, ce qui oblige ce bloc modernisateur à avoir recours à une répression violente et autoritaire du mouvement social pour pallier l'absence d'adhésion à son projet néolibéral »⁴. Tout est dit. Soyons clairs, je ne jette pas aux orties la question du débouché institutionnel : elle reste critique et à réinventer, mais on ne peut pas s'y cantonner. L'action politique et la construction d'un rapport de forces se redéfinissent aussi ailleurs. On le voit de manière éclatante depuis le début du mouvement des Gilets Jaunes, l'irruption de nouveaux collectifs sur le

4. <http://www.groupejeanpierrevnant.info/#Fals-cisme>

L'action politique et la construction d'un rapport de forces se redéfinissent aussi ailleurs

climat et la biodiversité, et désormais les mobilisations contre la réforme des retraites. Tant mieux ! Si on se contentait de regarder les exécutifs jouer selon leurs propres règles du jeu entre deux élections, ce serait la négation même de la politique avec un grand P : celle qui consiste à participer de la vie commune et à faire primer l'intérêt général sur le court-termisme et les intérêts particuliers.

Christian Mahieux Lors du premier tour des élections présidentielles, 82% des personnes inscrites sur les listes électorales ont choisi de ne pas voter pour Macron. S'y ajoutent celles qui ne sont pas inscrites et la population de nationalité étrangère qui n'a pas le droit de s'inscrire ; on pourrait ajouter les jeunes de moins de 18 ans. Dans ces conditions, la question est plutôt « pourquoi y aurait-il adéquation entre celui qui a été sacré Président et la réalité du pays ? »

Farid Bennai Je vais développer ce que dit Christian. Les élections et leurs résultats ne sont qu'un indicateur de l'État d'une société. Ils ne sont ni suffisants, ni adéquats pour mesurer l'état de la prise de conscience des différentes catégories des exploités et des dominés. Ils ne restituent que de manière déformée la colère sociale de celles-ci pour plusieurs raisons. La première est l'exclusion de citoyenneté qui touche légalement une

La surestimation du moment électoral est un indicateur d'une distance entre « forces de gauche » et classes populaires

partie non négligeable des classes populaires : les résidents étrangers qu'ils soient avec ou sans papiers. La seconde est la distance qui se tisse entre la partie plus précarisée des classes populaires et les élections elles-mêmes. Ce ne sont pas les plus précaires qui votent le plus. Nombreux sont ceux parmi eux qui n'attendent plus rien des élections ou qui, à tort ou à raison (la question n'est pas essentielle pour notre sujet) ne reconnaissent plus les élections comme un outil de lutte pour la défense de leurs intérêts. Un décalage grandissant est ainsi en œuvre depuis plusieurs décennies entre une « France électorale » et une « France réelle ». Ne pas prendre en compte ce clivage s'est condamner à surestimer le « consentement à la domination » et à sous-estimer les révoltes qui grondent. La surestimation du moment électoral est un indicateur d'une distance entre « forces de gauche » et classes populaires, entre ces forces et



les réalités sociales subies par les travailleurs en général et ceux des quartiers populaires en particulier.

Pierre Zarka L'émergence des Gilets Jaunes si vite après l'élection de Macron dit la déconnexion du champ institutionnel des réalités politiques profondes du pays et la remise en cause, pas toujours conscient mais de fait, du système représentatif. N'oublions pas, comme le dit Christian le faible score de Macron au premier tour de la Présidentielle. Je ne connais évidemment pas tous les abstentionnistes mais ceux que je connais ne l'ont pas fait par passivité ; au contraire ils voulaient dire ainsi haut et fort qu'ils ne jouaient plus à un jeu où ils sont régulièrement dupés. Le bilan du PS au pouvoir a considérablement contribué à cette déconnexion.

L'émergence des Gilets Jaunes, le mouvement contre la retraite Macron reflète la réalité jamais médiatisée. Comme dans tant d'autres pays sur la planète, il y a désormais un refus farouche des règles du capitalisme. Je trouve très symptomatique qu'en Italie après que la colère sociale ait été récupérée par l'extrême-droite, elle reparte de plus belle. Évidemment au compte du rapport de forces il y a aussi ce qui manque. Les forces sociales et politiques qui devraient le faire n'osent pas aider à se projeter dans une autre vision de la société. Et le rejet des conceptions déléga-

taires qui dépossèdent le peuple de tout pouvoir ne débouche pas encore sur une autre conception ni de la société ni de la politique. Dès lors le mot politique est assimilé à des partis inefficaces qui paraissent intégrés au système. Seule l'extrême-droite en réchappe grâce à un discours anti-système en trompe-l'œil. Pensons qu'elle bénéficie de l'espace laissé vacant par ceux qui auraient dû proposer une voie réellement alternative.

Farid Bennai Les révoltes des quartiers populaires et celles des Gilets Jaunes ont en commun d'être l'éruption massive sur la scène des luttes sociales des parties les plus précarisées des dominés. A ce titre nous pouvons considérer que les Gilets Jaunes ont réellement débuté en novembre 2005 même si chacune de ces révoltes expriment en termes de visibilité des segments différents de ces précaires. La réforme des retraites pour sa part souligne la prise de conscience de l'ampleur du projet de régression sociale porté par la classe dominante pour les salariés appartenant à la classe ouvrière moins précarisée. La jonction possible de ces deux révoltes nous fait entrer dans une séquence d'affrontement de conflits sociaux importants et durables.

Comme pour toutes les périodes de régression sociale, celle que nous vivons actuellement se traduit par un double mouvement. Le premier est la dégradation de conditions d'existence de tous les seg-

S'unir pour ne plus subir est une nécessité urgente

ments des classes populaires et le second le renforcement des écarts au sein des classes populaires. L'actuelle réforme des retraites impactera l'ensemble des salariés mais défavorisera encore plus nettement les plus précaires, les héritiers de l'immigration, les femmes et les jeunes.

La jonction entre les différents segments des dominés est aujourd'hui une possibilité mais pas encore une réalité. Le passage de la possibilité à la réalité suppose la prise en compte dans le combat social des intérêts des plus exploités.e.s. L'unité des dominés.e.s implique la prise en compte des intérêts et revendications de celles et ceux qui sont au plus bas de l'échelle sociale, c'est-à-dire au plus haut de l'échelle de l'exploitation. Elle suppose aussi de prendre en compte les oppressions et discriminations spécifiques que subissent ces travailleurs.e.s ainsi que les héritiers.e.s de l'immigration dans leurs lieux d'habitation, les quartiers populaires.



Il y a quelque chose de subversif dans l'air

Dans les luttes actuelles mais au-delà de ces luttes, nous devons impérativement prendre en compte cette partie du monde du travail caractérisée par la surexploitation et les discriminations racistes et sexistes. C'est une condition incontournable pour construire la fameuse convergence des luttes que nous appelons toutes et tous de nos vœux. S'unir pour ne plus subir est une nécessité urgente. Elle ne deviendra réalité qu'à la condition de ne pas occulter les damnés parmi les damnés de la terre.

Le moment électoral doit en conséquence cesser d'être positionné comme le moment clef du conflit de classe. Maintenir le centrage excessif sur ce moment c'est accroître le décalage avec les colères d'ampleur que génère l'état de la régression sociale massive qui détruit chaque jour la vie des classes populaires.

Entre les Gilets jaunes et la longue grève contre la retraite Macron, le monde du travail fait durablement la Une de l'actualité. Les forces du Capital ne peuvent plus l'ignorer. De fait il met au grand jour ce que l'on pourrait appeler son « hégémonie sociale ». Cela ne pose-t-il pas comme étape suivante, sa capacité à produire ce que Gramsci appelait son hégémonie idéologique ?

Christian Mahieux Oui, des Gilets jaunes à la grève contre le projet de loi sur les retraites, c'est l'éternel retour de

la lutte des classes, la redécouverte du prolétariat pour celles et ceux qui, depuis des lustres, annoncent sa disparition. La lutte des classes demeure. La bourgeoisie s'y attelle fort activement. La question n'est donc pas de la mener ou non ; elle nous est imposée. Notre problème est de nous organiser pour que notre classe sociale reprenne le dessus. Moi, je pense qu'un enjeu essentiel est de faire en sorte que l'outil d'organisation autonome de notre classe sociale, le syndicalisme, s'adresse à toutes celles et tous ceux qui forme ce prolétariat d'aujourd'hui : salarié.e.s en activité, mais aussi en retraite, au chômage, en formation, etc., quel que soit leur statut : CDI, CDD, intérim, fonctionnaires, sans-papiers... Et aussi « auto-entrepreneurs », en vérité exploités par des sociétés.

Corinne Morel-Darleux J'aimerais beaucoup m'engouffrer dans cette question et parler de vertébralité idéologique, de culture de résistance, d'intellectuels organiques et de nouveaux imaginaires politiques, mais honnêtement je ne suis pas sûre qu'on puisse parler d'« hégémonie sociale » du monde du travail aujourd'hui. Même avec le regain formidable qu'on voit à l'œuvre en ce moment, on reste globalement dans un contexte de société mondialisée où la délocalisation de la production a atomisé une grande partie des classes sociales, où le néolibéralisme a dévoyé le sens même de l'État, et où le consumérisme et le progrès technologique ont endormi

le courage, les consciences et la résistance de beaucoup de gens. Au-delà des réseaux mobilisés, une grande part de la société reste incroyablement atone par rapport à l'étendue des dégâts présents et à venir, que ce soit en matière sociale ou climatique.

Bien sûr, la grève est toujours un moment fort de mobilisation et de politisation, c'est aussi un bon moyen de montrer que le pays ne « tourne » que grâce au monde du travail, mais regardons les choses en face : on en est à des mois de mobilisation, des centaines de milliers de personnes dans les rues, et même quand des raffineries et des ports sont bloqués, le gouvernement ne bouge pas. C'est la notion même de rapport de force et de revendication qui est à réinventer. Est-ce d'ailleurs si étonnant ? Pas tellement si on considère que le gouvernement a lui-même sapé intentionnellement et depuis longtemps la capacité du pays à « tourner ». C'est finalement eux qui ont réalisé le plus grand blocage : des hôpitaux qui ne sont plus en mesure d'accueillir et de soigner les patients, des femmes qui accouchent en bord de départementale, des déplacements en trains qui deviennent un cauchemar d'organisation, des burn-outs à répétition dans les écoles et les administrations... Ces gens là vivent dans un monde parallèle, ils ne prennent pas le train, vont se soigner dans des cliniques privées, ils ont d'autres réseaux d'approvisionnement et de subsistance. Le pays peut bien être bloqué, ils n'en souffrent pas dans leur

quotidien. La seule chose qui les fait bouger c'est quand leur propre capacité à « tourner » est touchée directement : intérêts politiques, intérêts économiques.

Farid Bennai La question de l'hégémonie culturelle est centrale. Les luttes sociales ne se gagnent pas ni ne se perdent par le seul rapport de force physique. Au contraire la radicalité des luttes est fonction de qui est hégémonique culturellement. Au cœur de cette hégémonie se trouve les lectures « spontanées » des événements sociaux. Les classes dominées passent ainsi à l'offensive significative à chaque fois que progressent les grilles de lecture systémique des faits sociaux. Elles reculent dans la défense de leurs intérêts à chaque fois que progressent les grilles de lecture culturalistes, situationnistes, individualistes, etc. Parmi les éléments essentiels de l'hégémonie culturelle se trouve la perception d'un même système d'exploitation s'appuyant sur les différences (de race, d'âge, de sexe, etc.) pour gérer le rapport de classe en terme de division. Les thèmes de l'islamophobie, de l'invasion migratoire et du grand remplacement, de l'identité nationale menacée, etc., sont ainsi des dimensions du combat pour l'hégémonie culturelle. Il n'y a jamais eu d'unité spontanée des différents segments dominés. Cette unité est un résultat et non une donnée de départ. Elle a comme condition la prise en compte

des segments les plus exploitées sans lesquelles aucune unité durable n'est possible.

Christian Mahieux La bataille de l'hégémonie culturelle est loin d'être gagnée ! Le patronat, la bourgeoisie, ont considérablement avancé depuis « les années 68 ». Gramsci, puisqu'il y est fait référence, écrivait : « *la classe bourgeoise se conçoit comme un organisme en perpétuel mouvement, capable d'absorber la société entière, l'assimilant ainsi à sa propre dimension culturelle et économique* ». Voilà l'objectif : reconquérir l'autonomie de notre classe, mise à mal par les nombreux processus d'intégration qu'ont réussi à nous imposer nos adversaires. La société bourgeoise, capitaliste (et machiste, impérialiste, coloniale, discriminante...) n'est pas la nôtre. Il faut le réaffirmer et agir en conséquence ! Ça ne signifie pas tenter de trouver des échappatoires individuelles, mais construire des alternatives, proposer des utopies : pas seulement contre le capital, mais aussi sans le capital. Autonomie, coopération, solidarité, créativité : à mon sens, la lutte en cours depuis le 5 décembre montre, une nouvelle fois, comment le mouvement social créé tout cela.

Pierre Zarka C'est le fait nouveau au regard des dernières décennies : le monde du travail n'attend plus que « ça vienne d'en haut » et s'affirme en tant qu'acteur.

En immobilisant le pays par leur grève les cheminots font l'expérience de leur rôle social irremplaçable. Ils font aussi tous les jours la Une de l'actualité. Les hospitaliers font de même. Avec les actes de désobéissance, comme chez des enseignants de lycées, tout traduit une prise de liberté d'être soi. Il y a quelque chose de subversif dans l'air. Est-ce que cela suffit ? Non : comme le souligne Christian, l'hégémonie culturelle est loin d'être gagnée. Qu'est-ce qu'on en tire du point de vue des représentations idéologiques ? Ils commencent à prendre conscience qu'ils sont indispensables et, de ce fait, ils prennent conscience de ce qui est inutile. Dès lors il devrait être possible d'ouvrir plusieurs portes : la notion de coût. On ne cesse de dire au peuple qu'il revient trop cher. Mais la conscience de son rôle devrait amener à interroger si les fruits de son travail ne devaient pas lui revenir intégralement. Et il n'y a pas loin à interroger qui doit avoir le pouvoir de décider. Question qui ne se limite pas à l'opposition au pouvoir en place mais qui inclue les rapports à l'organisation quand on entend clamer *c'est la base qui doit décider*. Le problème est que ceux qui ont pignon sur rue osent parler de ce qui n'a jamais été encore fait. Prendre l'initiative politique, (ici de proposer que chaque lutte se fixe des objectifs post-capitalistes), avant même d'aboutir commence, par le seul fait d'exister, à changer le rapport de forces. D'autant que dans de nombreux

Le mouvement social, dans sa diversité, ouvre des horizons bien plus vastes

autres pays, des mouvements sociaux porteurs d'exigences de justice et de démocratie secoue la planète. On a vu que ce qui pousse dans un pays résonne et influe sur ce qui se passe dans d'autres : l'influence des printemps arabes et des Indignés-des places occupées- sur les Nuits Debout ou l'impact des Gilets Jaunes sur d'autres mouvements dans le monde- jusqu'aux USA. La mondialisation n'est pas que capitaliste.

Si tel est le cas, cela ne déplace-t-il pas où se situe le centre de gravité de la transformation sociale de la sphère des partis à l'ensemble du mouvement populaire ? Dès lors selon vous que deviennent les partis politiques ?

Corinne Morel-Darleux Oui, je le dis depuis des mois, le centre de gravité de l'action politique se déplace des partis et syndicats vers une « société civile » dont les contours étaient pour le moins flous et incantatoires il y a encore quelques années. On assiste à une *remontada* impressionnante, dans les réseaux militants, du municipalisme libertaire, de l'anarchisme, de la désobéissance civile, du recours pour motifs légitimes à des actions illégales, d'occupation et de blocage, de ZADs ou de réquisition de bâtiments pour y installer des lieux auto-gérés, maisons du peuple ou de l'écologie et de la résistance⁵. Des collectifs multiples se sont créés, des quartiers populaires aux violences policières, le lien se

5. https://www.liberation.fr/debats/2020/01/29/la-vitalite-democratique-et-ecologique-passe-par-des-squats_1775794

développe entre les questions sociales, climatiques et notre rapport au vivant, ça fourmille à la fois en terme de renouvellement des modalités d'action, de culture et stratégie de résistance, mais aussi de réflexions théoriques et de construction d'alternatives. Dans ce cadre là, les partis semblent un peu figés, et les polémiques à gauche souvent décalées par rapport aux enjeux. Pour autant ce serait une erreur de les délaissier : je l'ai dit plus haut, on est loin d'avoir résolu la question du débouché institutionnel, c'est à dire de l'articulation des luttes et expérimentations avec le niveau institutionnel, légal, permettant leur extension et in fine leur généralisation. Ça peut passer par les élections, je n'y crois pas trop à ce stade, ça peut passer par une révolution, pour l'instant je n'en vois pas l'horizon, ça peut passer par un effondrement qui viendra du système lui-même, c'est une hypothèse, et ça peut venir d'une action concertée, celle par exemple du confédéralisme tel que décrit par Bookchin avec une montée des contre-pouvoirs, l'affaiblissement progressif de l'État et son remplacement par une « commune des communes confédérées ». L'État a hélas déjà été bien vidé par les gouvernements successifs, il se passe des choses intéressantes du côté de Com-mercy, l'avenir sera peut-être là...

Christian Mahieux Cette notion de « société civile » m'a toujours paru surprenante ; s'il y a une société civile, il y en a donc une « non civile » ? Mais j'ai l'impression que ce dont parle Corinne est en fait ce que j'appellerais, moi, le mouvement social. Terme qui est d'ai-

leurs très mauvais, puisqu'il laisse penser que la politique est ailleurs, ce qui est l'inverse de ce que je pense. On ne peut pas, comme le font notamment les partis, limiter le champ politique à la conquête du pouvoir d'État et de ses institutions. Le mouvement social, dans sa diversité, ouvre des horizons bien plus vastes. Reste à faire en sorte que ces derniers apparaissent crédibles pour la masse de la population Depuis des dizaines d'années, un grand nombre d'associations jouent un rôle considérable. Quasiment toutes se sont construites parce que le syndicalisme a abandonné des espaces de lutte ou les a ignorés : associations de chômeurs et chômeuses, pour le droit au logement, de défense des sans-papiers, coordination de travailleurs et travailleuses précaires, etc. D'autres interviennent sur des sujets qui sont pleinement dans le champ syndical : elles sont féministes, antiracistes, écologistes, antifascistes, antisexistes, etc. Se pose aussi la question du lien avec les travailleurs et travailleuses de la terre, la mouvance que représente partiellement la Confédération paysanne. Il y a aussi les mouvements anticolonialistes, revendiquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, antimilitaristes, pacifistes, etc. Tout cela concerne les intérêts et l'avenir de notre classe sociale et c'est de ce point de vue qu'il faut les traiter. On est aux antipodes de l'apolitisme : il s'agit d'inscrire le politique dans les luttes sociales et sociétales. Cela amène à poser la question d'une redéfinition des contours de l'organisation syndicale. La notion de « centrale syndicale et populaire » est intéressante.



Par exemple, au Brésil, la *Central Sindical y Popular* (CSP Conlutas) regroupe en sein, à la fois des structures syndicales professionnelles au sens traditionnel du terme et ce que nous appelons « mouvements sociaux » : *Movimento Mulheres em Luta* (Femmes en lutte), *Movimento Terra, Trabalho e Liberdade* (Terre, travail et liberté), *Movimento Urbano dos Sem-Teto* (Mouvement urbain des Sans-Toit), *Movimento Quilombo Raça e Classe* (Quilombo⁶, race et classe), etc. S'orienter résolument sur la voie d'un dépassement de ce type, s'en donner les moyens, prendre le temps nécessaire à le construire, il y a là un projet qui vaut la peine d'être réfléchi... et pourquoi pas tenté ? Une organisation « syndicale et populaire » qui rassemble tous ces secteurs sur une base de classe et sans les caporaliser, doit être possible. Il n'est évidemment pas question de fixer le cadre préalablement. Mais un projet de ce type semble répondre efficacement aux besoins de la lutte des classes et c'est un moyen de recréer de l'envie, de l'engouement, de l'utopie.

Pierre Zarka Pour ma part, je ne compte pas trop sur un effondrement qui viendrait du système. Mais il est vrai que tous les anciens schémas de concevoir une révolution sont obsolètes. Pour être concret, je retourne à ce que je trouvais gros de subversion. Est-ce que cela va

6. Communauté organisée par les esclaves fugitifs qui devenaient des hommes et des femmes libres. Voir aussi page 17, la note sur le livre de Flavio dos santos Gomes.

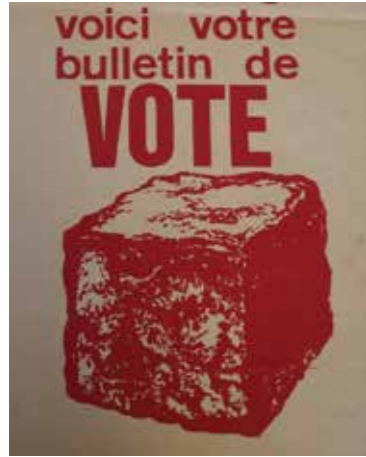
pénétrer le champ spécifiquement politique ? Scander « Macron démission », est-ce pour passer le relais au personnel politique ou est-ce un début d'appropriation d'objectifs politiques ? la suite le dira. Traditionnellement on délègue à l'État et aux partis qui veulent le conquérir la *traduction politique des mouvements sociaux*. Cela réduit la responsabilité des changements à ceux qui seraient les plus instruits politiquement et en dépossède le mouvement populaire. Les échecs du siècle précédent en découlent. c'est à la multitude que revient le pouvoir d'élaboration des mesures à prendre et des moyens pour y parvenir. Quand ce n'est pas la multitude, c'est personne. Il ne s'agit pas d'avoir le culte de la spontanéité. Évidemment cette multitude ne parle pas d'une seule voix. Il y a la nécessité d'avoir des contributeurs qui soumettent idées et expérimentations. Mais ils soumettent, ils ne demandent pas d'être suivis. La démocratie, c'est de la confrontation, du chaos, un chaos fécond, se revendiquant instituant. Ce qui était enfermé dans l'espace institutionnel va aux citoyens. Ne pas croire au grand Soir n'est pas lui substituer une douce homéopathie.

Aujourd'hui, le mot politique apparaît synonyme de s'abandonner aux pouvoirs des partis. Leur prégnance stérilise ce qui pourrait être un engagement plus complet. En outre, ils induisent entre eux une concurrence pour *prendre le pouvoir* et chez leurs partisans un sentiment d'appartenance qui créent un cloisonnement entre intéressés au

détriment de l'échange fécond. Tous - y compris les plus récemment créés - sont ainsi dans une crise profonde. Coupés de la manière de faire, ils ne mesurent les possibles qu'aux résultats électoraux. Quand les Gilets Jaunes refusent des représentants ils posent la question mais n'ont pas exploré de réponse qui aurait pu être de choisir le porte-paroles au mandat impératif, sans cesse renouvelés. Bien sûr, tout le monde n'a ni les mêmes idées, ni la même expérience - ni la même grande gueule - mais chacun/e peut mettre dans un creuset commun ses idées et qu'elles soient discutées. Assumer la conflictualité en donnant à chacun les tenants et aboutissants de ce qui est proposé me paraît être la conception de la politique. La politique n'est plus l'apanage des seuls partis mais relève de toute action publique.

Farid Bennai Ce sont les grèves, les luttes et les mouvements sociaux qui changent le monde. Cela ne veut pas dire que les partis politiques n'ont plus aucun rôle à jouer. Cela signifie simplement que leurs rôles et fonctions doivent s'articuler aux mouvements sociaux. Il ne s'agit pas de diriger ceux-ci ou de leur donner un débouché politique dans des échéances électorales. Il s'agit en revanche de mettre à disposition des analyses et des cadres d'accumulation de l'expérience et du savoir produit par les luttes. Encore faut-il pour cela que les partis politiques se revendiquant des intérêts des classes populaires, cessent de se définir par le seul moment électoral. ●

L'abstention, la rue, le vote



Comment l'abstention d'un électeur sur deux s'inscrit-elle dans le rapport de force ? Si l'on ne considère pas que les forces de transformation se résument aux derniers résultats des dernières élections, si l'on ne considère pas davantage que l'adhésion à la politique de Macron pèse le poids de ses godillots à l'assemblée, alors il faut considérer que l'abstention n'est pas du côté « capitalisme néolibéral du rapport de forces ».

Quel rôle l'abstention joue-t-elle du côté de l'émancipation ? Les abstentionnistes désobéissent à l'injonction de faire leur devoir, les mots ont un sens. Pour ceux qui votèrent à gauche pendant les 30 à 40 dernières années et qui ont cessé de le faire, il y a l'expérience plus forte que tous les discours, leur vote n'a eu aucune efficacité à transformer la réalité. Pis, depuis 2002 une génération d'électeurs a fait l'expérience renouvelée d'avoir à se prononcer in fine entre droite et extrême droite quand chacune adopte le discours de l'autre pour en capter l'électorat. Ajoutons le kidnapping du référendum de 1992.

Se fédérer dans la divergence

De nombreuses aspirations émergent dans la société, mêlant souvent le social à l'écologie. Ces aspirations se traduisent en propositions politiques et c'est souvent à ce stade que les divergences apparaissent. Deux exemples parmi d'autres. L'aspiration à une déconnexion de son revenu de l'unité de production dans laquelle on travaille. La divergence porte sur son côté plus ou moins partiel ou encore l'attribution de revenus sans aucune contrepartie d'activité validée par une instance tierce. Une autre aspiration est une vie de sobriété, moins marchandisée, privilégiant une approche zéro déchet. Jusqu'où ? Nous sommes loin d'être d'accord sur tout...

Bref, réaliser l'unité signifie accepter la divergence et c'est ici que la conception traditionnelle de la politique nous piège : on réalise un programme qui est un compromis de différentes positions, compromis que beaucoup jugeront insatisfaisant et qui, au final, conduira à la division. C'est oublier une évidence : aucune de ces aspirations n'est compatible avec le capitalisme

Si l'abstention tourne autour des 50 % depuis trois décennies, elle n'est semble-t-il pas insensible à l'air du temps. Ainsi interroge-t-on « abstention et proximité avec les gilets jaunes ». On s'est d'autant moins abstenu lors des élections européennes qu'on est autant plus proche des gilets jaunes.

Parmi 100 personnes se disant « très proches » des gilets jaunes 42 se sont abstenues, mais parmi 100 personnes s'affirmant « pas vraiment proches » des gilets jaunes 51 se sont abstenues¹.

Les gilets jaunes qui ont marqué la forme de l'agir politique en revendiquant de façon extrêmement vigoureuse vouloir en finir avec la représentation en guise de démocratie, travailleraient-ils un tant soit peu les mécanismes qui fabriquent l'abstention ? Imaginons que nos mobilisations d'aujourd'hui s'enhardissent à dépasser le « pour ou contre le RIP » et bataillent, argumentent, pour retrouver réinventer le droit de vote à désigner des représentants, des délégués à la sécurité sociale, aux caisses de retraite. Imaginons de dépasser alors des représentation uniquement syndicales ou politiques en les augmentant de représentants ou délégués venus du mouvement associatif, de la forme « collectifs » dont s'est enrichie la vie politique. À coup sûr il y a de la dynamique disponible dans la rue et autour des piquets de grève.

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

¹. Profil des abstentionnistes IPSOS européennes 2019

et le maintien des actionnaires. Virer les actionnaires, c'est ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs dans les entreprises et dans l'État. L'État patron sera remplacé par de multiples collectifs de travail dans lesquels les travailleurs coopéreront avec les citoyens. La politique ne s'exprimera plus dans le cadre de programmes étriés qui sont des compromis dans différents domaines mais dans une multitude de cercles de décision dans lesquels les citoyens pourront s'exprimer sur chacun des sujets qui les concernent et ne plus passer par le filtre des programmes partidaires.

Se fédérer dans la perspective de l'éviction des actionnaires et de l'État patron, de l'émergence de la démocratie totale et du dépérissement de l'État, voilà la seule façon raisonnable de rassembler une majorité de la population contre le choix mortifère qui nous est proposé : libéralisme autoritaire contre national-populisme.

● BENOIT BORRITS

Pas de raccourcis pour une refondation digne de ce nom

Le déclin du PCF, la transformation du PS en parti-social libéral, l'émergence de l'enjeu climatique, ont provoqué plusieurs tentatives de refondation à gauche. La LCR et Les Verts ont surfé sur des succès électoraux, l'un à l'élection présidentielle de 2007 et l'autre aux élections européennes de 2009, pour cristalliser autour de leurs organisations un nouveau rassemblement, NPA et EELV. Le Front de gauche a fait long feu, fissuré par la volonté d'en rester à un cartel électoral, et par la tentative de dépassement des organisations en imposant une seule orientation en dépit des désaccords.

L'acte de naissance de la France insoumise en lien direct avec la campagne et la personnalité de Jean-Luc Mélenchon était déjà en soi problématique. L'absence de démocratie dans le mouvement lui-même a écarté de nombreux militants et électeurs.

Que dire encore de l'explosion du PS en de multiples groupes politiques GDS, GRS, Générations, Place Publique...

Une gauche institutionnelle en lambeaux et des tentatives de refondation qui s'épuisent en quelques années, ce constat ne doit-il pas faire réfléchir ? Ne doit-il pas nous amener à enclencher des processus de refondation différents et dépasser la simple incantation à l'unité ? Ne doit-il pas nous faire réfléchir sur le modèle d'organisation qu'est la forme parti ?

La plate-forme commune des organisations de gauche et écologistes pour les retraites construite en dehors de tout lien avec le mouvement social en cours, porte la marque profonde de la dissociation du social et du politique. Au lieu de mettre au cœur du mouvement la question de l'alternative et construire un rapport de force autrement plus décisif, on se contente de compromis sans ambition entre formations politiques. L'angoisse qui s'exprime de ne pas avoir d'alternative au duo Macron-Le Pen doit-elle nous faire prendre des raccourcis eux-mêmes voués à l'échec ?

● SYLVIE LARUE

Anticapitalisme n'est plus un gros mot

Derrière les mots se cachent des idées, des concepts. Faire le choix de tel ou tel mot n'est pas anodin. On est ainsi passé de patronat et syndicat à partenaires sociaux, de chômeurs à personne à la recherche d'un emploi, de cotisations sociales à charges sociales comme si des droits nouveaux étaient des fardeaux et nous pourrions allonger la liste. Après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS l'idéologie dominante a fait en sorte de périmé certains mots comme anticapitalisme, lutte de classe, communisme, exploitation. On apparaissait comme d'une autre époque, « has been » quand on utilisait ce vocabulaire considéré comme suranné. La bataille idéologique se joue aussi des mots. Les luttes sociales de ces dernières années ont permis de « reprendre la main » sur le vocabulaire. Le mouvement social s'affronte depuis plusieurs années aux tenants de l'ordre néolibéral. Ce que vivent les gens ce qu'exprime le mouvement social permet de réarmer un vocabulaire considéré comme obsolète. Alors que les organisations politiques utilisent des circonvolutions langagières les amenant à ne pas nommer les choses, les gens se réapproprient un vocabulaire que certains voulaient mettre aux orties. Il n'est pas négligeable qu'aujourd'hui le mouvement social réintroduise dans son discours un vocabulaire que l'on croyait éteint. Déjà en 2006 lors des manifestations contre le CPE est apparu le mot d'ordre « Rêve général » préfiguration de nos luttes d'aujourd'hui : Anticapitalisme n'est plus un gros mot.

« Sous les pavés la plage » et derrière les mots la bataille idéologique !

● DANIEL ROME

A la prochaine... De mai 68 aux Gilets jaunes¹

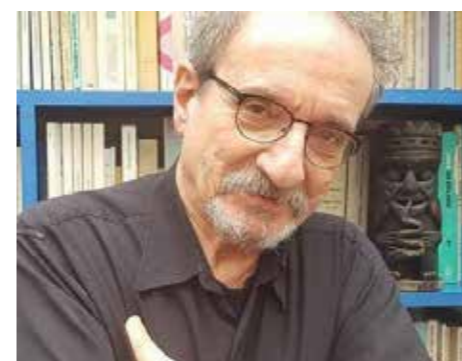


1. Pierre Cours-Salies ed. Syllepse 2019, 440 pages 25 euros

L'ouvrage est foisonnant et permet une réflexion renouvelée sur Mai 68, grâce à une mise en perspective sur l'histoire des années précédant l'évènement et, sur l'après 68, et notamment Le surgissement des Gilets jaunes.

« Un passé à comprendre »

L'avant mai 68, et l'histoire de l'évènement permettent de comprendre autrement ce qui s'est passé et de faire un examen critique de tout ce qui s'est écrit sur 68 ; de ce qui a rendu une rupture possible. Car, parallèlement à ce qu'Henri Lefevre écrit sur la proclamation de la Commune, 68 n'a pas commencé le 1^{er} Mai. En effet Pierre Cours-Salies nous montre que beaucoup de questions étaient déjà discutées avant 68, y compris à la CGT : l'écologie, la Tchécoslovaquie et le printemps de Prague, la démocratie, la décolonisation, et même la question de la place des femmes...La situation était mondiale. Pour comprendre Mai 68, il faut réécouter Colette Magny « Les gens de la moyenne ».



68 « C'est une situation révolutionnaire sans révolution » il y eut de nombreuses occasions manquées et de « graves défaites ». Pierre Cours-Salies propose une relecture de Grenelle qui s'interprète comme « une victoire syndicale et une défaite politique... ces événements donnent à voir une contradiction entre la situation sociale et l'absence de stratégie pour avancer sur le terrain politique »

De 68 au mouvement des gilets jaunes

Le mouvement des gilets jaunes a surgi, qui l'a obligé à repenser la place des mouvements : « comment penser que les mouvements sociaux peuvent encore bousculer la société tout entière ? (...) on pensait que les luttes sociales étaient derrière nous ». Les G.J défendent une démocratie différente ; ils sont les laissés

pour compte et les invisibles de la société libérale, des couches sociales moins intégrées sauf par les politiques sociales. « Les revendications sociales ont joué un rôle décapant en refusant de séparer les revendications matérielles ... de l'exigence de changer la démocratie ».

Une première différence c'est qu'en 68 les syndicats soutenaient les plus précaires et les plus pauvres (par exemple en exigeant une augmentation du SMIG de 50% « les politiques par et pour les travailleurs » et la masse des salariés pensaient que les syndicats les défendaient ; alors qu'aujourd'hui les syndicats ne se battent plus pour les laissés pour compte « ceci porte à réfléchir à l'écart énorme entre ce que pourrait être une action syndicale et ce qu'elle est ».

Une autre différence c'est qu'en 68, c'était le pouvoir qui était en question, les forces politiques voulaient se débarrasser de De Gaulle ; ce n'était pas un conflit de classe mais une mobilisation politique plutôt que sociale. Il faut questionner le rôle du PC. Aujourd'hui les forces politiques sont détruites et (y compris les gouvernements de gauche) ne s'occupent pas de ce qui intéresse les gens ; la bourgeoisie a rompu avec la démocratie.

« La Prochaine : un avenir qui reste à écrire »

Pierre Cours-Salies écrit qu'il y a une multitude d'alternatives mais il faut les penser de manière alternative... Que l'écologie est un élément qui peut être déclencheur, mais, qu'aucune force ne s'en saisit, les verts ne changent pas le rapport de forces entre les classes ; ils ignorent la lutte des classes. Simplifier la vie, mieux traiter la nature et la personne individuellement (ce que l'arbre de la liberté symbolise), les rapports collectifs de production pourraient le permettre. Pour Pierre Cours-Salies, il faut aujourd'hui dépasser « l'individualisme possessif », nouveau paradigme, selon lequel le droit et la possibilité d'agir seraient limités par le pouvoir et la propriété, la valeur serait la liberté. Sur quoi l'unification peut elle se faire ? On ne peut pas faire comme si les bureaucraties n'avaient pas existé à l'Est (le printemps de Prague)... on ne peut ignorer le despotisme asiatique ...et la domination capitaliste dure... Il faut remplacer les 2 modèles.

Reste à définir : ce qu'est une révolution ?

Tout un programme...●





La beauté du geste

La dernière création d'Olivier Saccomano et Nathalie Garraud (qui co-dirigent le Théâtre des 13 Vents, CDN de Montpellier), "La beauté du geste" est un hymne à la réflexion en période de crise. La troupe devient bataillon de "gardiens de la paix". Les gestes longuement répétés des entraînements aboutissent à une immobilité en ligne et à des débats hors cadre. Le spectacle bascule en procès farcesque du théâtre et de son public complice. Dans une écriture ciselée, qui oscille entre burlesque et poétique, les comédiens s'égrènent le rôle et la puissance potentielle du théâtre. On se questionne avec elles (et avec l'auteur) sur la place de l'art, sur son rapport à l'État quand celui-ci devient autoritaire, sur l'aspect archipélique d'un public qui n'est pas un groupe soudé... On aime ce théâtre de l'intelligence et du doute qui semble nous dire entre chaque réplique : "je suis comme vous en mouvements et en questionnements, à minima pour la beauté du geste."

● LAURENT EYRAUD-CHAUME



La nature et nous

Parfois on a un coup de cœur pour un livre parce qu'on le trouve plein de fraîcheur, et de poésie, parce que ce livre nous parle et parle au monde. C'est le cas pour « la nature et nous » de Marcel Conche qui avait écrit précédemment « Épicure en Corréze ». Professeur émérite de philosophie, jeune homme de 97 ans, Marcel Conche nous livre une somme de réflexion sur la nature, l'amour, son enfance corrézienne et son très fort attachement à ce terroir, dans le bassin de Brive, pas loin des rives de la Dordogne.

Il nous parle de ceux qui, comme lui, ont bénéficié de l'ascenseur social. Récit autobiographique Marcel Conche nous livre aussi une réflexion sur la vie, sur ses rêves, ses espoirs et le plaisir obsédant de tomber amoureux après 80 ans. Ce livre traduit bien comme le disait Lucien Sève qu'il y a une troisième vie et qu'elle peut être réjouissante et palpitante.

● DANIEL ROME

« La nature et Nous » Marcel Conche- HD Essais -19 €

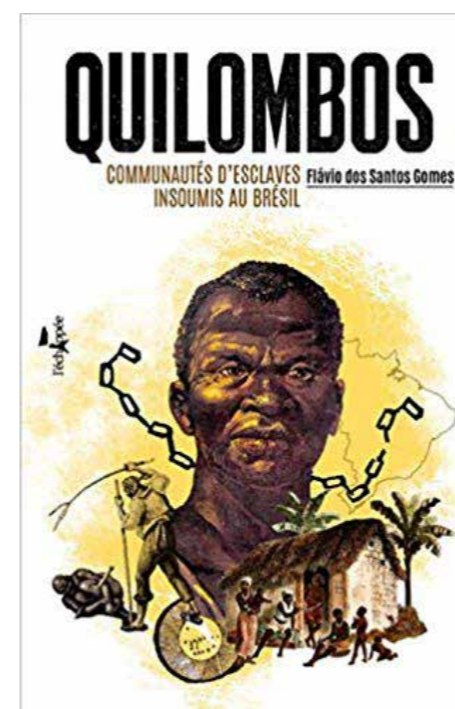


Les souvenirs viennent à ma rencontre

Edgar Morin, Edgar Nahoum de son nom d'état civil de parents juifs nés à Salonique, aura 100 ans l'année prochaine. Il vient de publier un livre qui est une mosaïque entre l'intime et l'universel, où sa vie, Son Histoire se mélange à l'Histoire de la France du 20^{ème} siècle. Et c'est tout l'intérêt du livre. Edgar Morin personnage singulier et passionnant, intellectuel iconoclaste et brillant montre une curiosité sans fin pour les Savoirs. C'est un penseur de la complexité comme il se définit lui-même. C'est aussi un intellectuel engagé, très jeune dans un mouvement libertaire au moment de la guerre d'Espagne. En 1942 il entre dans la Résistance aux côtés des communistes. Mais quelques années après la guerre il quittera le PCF comme beaucoup d'intellectuels. Son récit ne suit pas un ordre chronologique mais relate avec une précision d'horloger des faits, des événements qui ont marqué toute la sphère communiste et bien au-delà. Ce livre se lit avec beaucoup de plaisir et parfois d'émotion. Il nous amène à parcourir ce 20^{ème} siècle où se sont mêlées l'espérance, les illusions et la barbarie.

● DANIEL ROME

Les souvenirs viennent à ma rencontre, Edgar Morin, Ed Fayard, Sept 2019, 450 pages, 26 €



Quilombos

A l'heure où le Brésil subit la peste brune et les assassinats d'indigènes, ce petit livre nous réveille à point sur d'ancestrales communautés indigènes. Leurs valeurs, leur mode de vie. Un rapport étonnant aux éléments, la nature, la faune, la flore, les « événements climatiques » et un furieux désir d'une espèce de communisme « primitif ». Créés au XVI^e siècle par des esclaves noirs, ces enclaves républicaines, libres et autonomes, auront résisté à bien des attaques et des appétits face aux régimes esclavagistes et aux oligarques fonciers.

Ces communautés maronnes, appelées Quilombos, sont ici une bien intéressante découverte.

● PATRICK VASSALLO

Quilombos, Flávio dos Santos Gomes, éditions de l'Archipel, 2018, 128 pages, 12 €



Il est où, le bonheur,

Enjeux climatiques, mobilisations inédites, aggravations des prévisions scientifiques, la question écologique amène des courants écolos à faire de la question climatique l'unique enjeu de notre avenir... et du présent électoral.

Ce n'est pas sur cette ligne que François Ruffin a choisi de nous faire partager ses réflexions. Il s'en prend vertement à une écologie de consensus, qui remplacerait le compromis de classe par le compromis climatique, qui nierait la question sociale, et alimenterait le zéro idéologie. On est tous sur la planète, certes, mais pas de la même façon, rappelle-t-il.

A commencer par les entreprises. Jaurès est rappelé dans le référentiel, le marxisme aussi (du matérialisme au « désir de communion »). Ruffin appelle au raccordement des deux cœurs : le social et l'écologique ; de façon pédagogique, à la manière du journaliste qu'il est.

Les 5 parties de son livre déploient une série de questions, d'arguments, mettant faits, historiques et actualités en exergue, tout en renvoyant à leurs études climato-sceptiques et intégristes de tous bords. Un ouvrage accessible, qui ne fait pas dans l'essai politique digne de Jean Ziegler ou d'Edgar Morin, mais qu'on peut conseiller à sa voisine ou à son gendre, qui découvre le choc climatique et demande ce qu'il faut bien en penser.

Celles et ceux qui veulent « du lourd » pourront se coltiner Hubert Reeves ou Lucien Sève. Il est où, le bonheur....

● PATRICK VASSALLO

Il est où, le bonheur, François Ruffin, Ed Les liens qui libèrent, 2019, 180 pages, 14 €



Le sourire de Prométhée

Evêque mérovingien, serf d'un domaine carolingien, hôte d'un bourg neuf du XII^e siècle, théologien du XIII^e, ou maître de forges du XV^e ne nourrissent ni la même vision, ni les mêmes attentes vis-à-vis de la nature.

Après l'An mil pourtant, le nombre croissant des hommes, l'amélioration des techniques et la redécouverte de la science grecque font peu à peu basculer l'Occident dans un nouveau paradigme : la maîtrise du monde sensible et la continuation par l'homme de l'œuvre divine deviennent alors des buts collectifs légitimes.

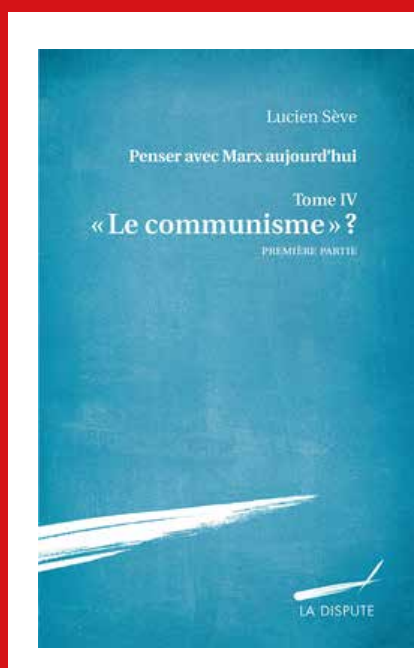
Au « temps des cathédrales », Nature devient une figure allégorique, gardienne de la Création et de ses lois et, avec elle émerge l'idée de « droits naturels » posés par tout homme (liberté, justice, propriété ont la part belle des chartes de franchises).

« Au temps des catastrophes », revisiter, dans leur terreau, les racines médiévales de l'idéologie contemporaine, nous aidera à libérer la sorcière réprimée en nous, pour infléchir la trajectoire civilisationnelle qui s'initia alors.

● FRED BOUVILLE

Fabrice Mouthon, Le sourire de Prométhée, La Découverte (2017), 288 p., 24 €

Repenser le communisme avec Lucien Sève



Mais qu'y a-t-il donc de commun entre le communisme explicité par Marx au XIX^e siècle et le « communisme » de l'Union soviétique ? La réponse est évidente : rien. Pour Marx, l'exploitation et l'aliénation devaient disparaître avec le communisme, les producteurs s'appropriant les moyens de production en contrôlant ceux-ci, ce qui devait ouvrir la voie au dépérissement de l'État. Or dans les pays du « socialisme réel », faute d'appropriation de la production par les travailleurs eux-mêmes, l'État ne montrait aucun signe tangible de dépérissement.

Pour les thuriféraires du capitalisme et du libéralisme, le vers était dans le fruit : les écrits de Marx ne sont que des visées idéalistes qui ne pouvaient qu'aboutir au totalitarisme que nous avons connu. Dans son dernier livre, *Penser avec Marx aujourd'hui*, Tome IV, « Le communisme » ?, première partie, Lucien Sève nous emmène dans un parcours théorique et historique pour nous montrer que la démarche de Marx est une approche matérialiste dans laquelle le communisme ne peut exister qu'en fonction d'un certain niveau de développement des forces productives. Comme Lénine l'avait pressenti, ces conditions étaient loin d'être réunies en Russie et expliquent le tournant de la NEP (Nouvelle politique économique) en 1921 après la guerre civile : le communisme n'était pas pour tout de suite. La rupture avec la vision marxienne du communisme se réalise donc par la prise de pouvoir de Staline et cette fin prématurée de la NEP au profit d'un volontarisme économique d'une criminalité inouïe de la part d'un État omniprésent et totalitaire.

Ce livre se compose de deux chapitres, le premier portant sur le XIX^e siècle, le second sur le XX^e siècle. Une seconde partie est en cours d'écriture sur les perspectives du communisme au XXI^e siècle. Outre la démonstration que la visée marxienne est dénuée de tout idéalisme, Lucien Sève montre que le communisme est « individualiste » car Marx met en avant « l'importance de l'individualité humaine » (p. 279). Ce premier chapitre couvre d'autres questions, notamment les divergences avec le socialisme lassalien et les apports respectifs de Gramsci et de Jaurès. Dans le second chapitre, l'auteur démontre en quoi le stalinisme a été une rupture profonde avec le marxisme, en y intégrant les conséquences sur les expériences chinoises, yougoslaves et cubaines sans oublier le parcours très spécifique des partis communistes qui n'étaient pas au pouvoir, notamment italiens et français.

Un ouvrage géant qui nous permet de comprendre en quoi appeler communisme les sociétés des pays de l'Est est une escroquerie intellectuelle. Est-il suffisant pour maintenir ce terme pour désigner une perspective post-capitaliste ?

Lucien Sève

Penser avec Marx aujourd'hui : Tome 4, «Le communisme» ? Première partie - La Dispute, 2019 - ISBN 9-782843-033049 - 70 pages - 40 euros

Benoît Borrits



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>